

CCSTA
ACCEC

FAITS
SAILLANTS:

Campagne
Toonies for
Tuition 1

Congrès/AGA
de Régina 1

Statut d'inter-
venant à la
Cour suprême 2

L'Éducation
catholique : un
échange natio-
nal 3

Lobbying na-
tional 3

Site Internet /
communica-
tions 3

Faits saillants

Conseil d'administration

JUIN 2011

Voici un résumé des principaux dossiers à l'ACCEC au cours des derniers mois. Pour plus de détails, veuillez consulter le plus récent communiqué de l'ACCEC - <http://www.ccsta.ca/media.php?mid=355>.

Campagne Toonies For Tuition

La somme amassée lors de la campagne annuelle de collecte de fonds pour aider les parents à défrayer les coûts d'inscription aux écoles catholiques dans les provinces partiellement ou non-subsidées a augmenté de 15 000\$ par rapport à l'an passé. Cette augmentation est attribuable au défi lancé par les conseillers de la Saskatchewan aux autres provinces subsidées, d'amasser le plus de fonds selon le ETP par province et par conseil / district scolaire individuel. Environ 30 000\$ ont été redistribués en aide

aux parents, mais les demandes se chiffraient à plus de 92 000\$. L'ACCEC continuera de chercher des moyens d'augmenter les profits de la campagne Toonies for Tuition et d'encourager une plus grande participation des conseils / districts scolaires. Veuillez consulter le document [Endowment Fund Report](#) pour plus d'informations.



Congrès/AGA de l'ACCEC, du 2 au 4 juin 2011, Régina

Le congrès/AGA de Régina, en Saskatchewan, a été couronné de succès. Les participants, plus nombreux qu'on ne l'anticipait, ont bénéficié d'un programme stimulant et d'une chaleureuse hospitalité. Le « [Surviv du congrès](#) » ci-joint vous fournira plus de détails sur ses activités.



CCSTA/ACCEC 2011
Regina, Saskatchewan

Voici l'horaire des congrès/AGA à venir :

Du 7 au 9 juin 2012 - Sudbury, Ontario
Du 6 au 8 juin 2013 - Winnipeg, Manitoba
Du 5 au 7 juin 2014 - Kingston, Ontario

Merci au conseil de Regina Catholic Schools pour un travail bien fait!



Statut d'intervenant à la Cour suprême

L'Association canadienne des commissaires d'écoles catholiques, représentant une coalition de ses membres à travers le Canada, s'est vue accorder le statut d'intervenant avec sept autres groupes, dans la cause débattue à la Cour suprême le 18 mai 2011. Les parties en cause sont la commission scolaire du Québec impliquée et le Procureur général du Québec.

La cause se rapporte à un litige entre les droits et devoirs des parents concernant la garde, la supervision et l'éducation des enfants, et les intérêts de l'état dans l'éducation elle-même. Il remet en question le rôle fondamental des parents face au curriculum mandaté par l'état.

Dans ce cas, le gouvernement du Québec a mis en œuvre un programme obligatoire d'Éthique, religion et culture (ERC) dans toutes les écoles élémentaires, secondaires et privées. Il existe la possibilité pour les parents de demander que leurs enfants soient dispensés de ce programme.

Pour des raisons de religion, plus de 2 500 parents catholiques et d'autres religions ont demandé cette dérogation au ERC parce qu'ils estiment qu'il représente « une offense à leur conscience et à leur religion ». Les conseils scolaires que fréquentent ces enfants ont refusé d'accorder la dispense. Suite à un processus d'appel en cour inférieure, la cause a été jugée suffisamment importante pour qu'on s'en remette au tribunal suprême du pays.

La cause a été débattue devant la Charte canadienne des droits et libertés, et affectera le Canada entier, sans égard aux ententes dans les provinces individuelles ou entre les systèmes d'éducation publics ou confessionnels.

Les partenaires de l'ACCEC dans cette cause sont les associations de conseillers scolaires de langue française et anglaise de l'Ontario, de la Saskatchewan et de l'Alberta. Des représentants de ces provinces et de l'ACCEC ont assisté aux sessions de la Cour suprême à Ottawa pour entendre de vive voix les arguments présentés à la défense des droits des parents par notre avocat, Iain Benson, avocat associé de la firme Miller Thomson de Toronto.

L'implication de l'ACCEC dans cette cause cadre parfaitement avec sa mission de promouvoir et protéger le droit à l'éducation catholique au Canada. Nous sommes reconnaissants de la solidarité et de l'appui financier offerts par les provinces subventionnées qui nous ont aidés à présenter cette cause.

On attend le verdict de la Cour d'ici deux à six mois.



Visitez le site de l'ACCEC et ajoutez votre adresse électronique à notre banque de données pour rester au courant des développements en éducation catholique au Canada.

L'Éducation catholique: un échange national, du 22 au 24 septembre 2011

Le deuxième congrès de l'ACCEC, l'Éducation catholique : un échange national, aura lieu à Ottawa les 22, 23 et 24 septembre 2011.

Consultez le document « [Survolez le congrès](#) » pour connaître les conférenciers qui contribueront à stimuler les échanges. Pour plus de détails, veuillez suivre le lien suivant :

http://www.alcdsb.on.ca/ccsta_conference2011/french/index.html



Vivifiés par la parole de Dieu et notre tradition, nous veillons à promouvoir et à protéger le droit à l'éducation catholique au Canada. Nous parlons d'une même voix

Lobbying National



Suite au succès de cet événement lors des deux dernières années, l'ACCEC entend offrir encore cet automne une réception à Ottawa, pour les sénateurs, les députés et leur personnel.

Cette réception permet d'informer politiciens au sujet de l'histoire de l'éducation catholique au Canada, de son importance et de sa contribution au tissu social du pays.

C'est aussi l'occasion de remercier nos élus de leur soutien, et de leur faire constater la présence de l'ACCEC comme porte-parole principal pour l'éducation catholique au Canada.

Site Internet / Communications

L'ACCEC a élargi sa base de données pour porter le message de l'importance de l'éducation catholique au Canada à un plus large auditoire. Nous avons amélioré notre mode de communication électronique pour mieux partager « la bonne nouvelle » à travers le pays. Consultez le site web de l'ACCEC à www.ccsta.ca.

FAITS SAILLANTS
CONSEIL D'ADMINISTRATION

